

COMMISSION MUNICIPALE DU QUÉBEC

**Rapport à la ministre des Affaires municipales
et de la Métropole, madame Louise Harel,
sur les équipements, infrastructures, services et activités (ÉISA)
à caractère supralocal**

**Ville de Roberval
(MRC du Domaine-du-Roy)**

Dossier CM-55733

Décembre 2001

TABLE DES MATIÈRES	Page
LE MANDAT	2
LA MRC DU DOMAINE-DU-ROY	3
L'ENCADREMENT LÉGISLATIF	4
LE CHEMINEMENT	7
ANALYSE DE LA COMMISSION	11
AÉROPORT DE ROBERVAL	17
LE CENTRE SPORTIF BENOÎT-LEVESQUE (ARÉNA)	20
CONCLUSION	23
RECOMMANDATION	24
REMERCIEMENTS	24
ANNEXE 1 (Lettre du 17 octobre 2001)	
ANNEXE 2 (Résolution 2001- 481)	

LE MANDAT

Le 2 février 2001, la Commission municipale recevait de madame la ministre Louise Harel le mandat, conformément à l'article 24.6 de la *Loi sur la Commission municipale*, de faire une étude sur le caractère local ou supralocal des équipements situés sur le territoire de la Ville de Roberval.

Conformément aux dispositions de la *Loi sur la Commission municipale*, les commissaires M^e Pierre Bernier et monsieur Gilbert Fillion ont été désignés par le président de la Commission municipale, pour faire cette étude. Le 6 août 2001, M^e Pierre Bernier a été désigné commissaire général du Travail. Le 10 septembre 2001, au retour d'une absence pour maladie, monsieur Gilbert Fillion poursuit seul l'étude.

La Ville de Roberval a soumis, dans sa résolution numéro 2000-515, en date du 12 octobre 2000, une demande à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, afin qu'elle mandate la Commission municipale du Québec dans le but de procéder à l'étude visant à déterminer le caractère supralocal des infrastructures, équipements, services ou activités suivants :

- Cadets de l'air
- Association santé mentale
- Complexe sportif (cité étudiante) et écoles
- Centre sportif Benoît-Levesque
- Transport adapté secteur Roberval métropolitain

- Théâtre Mic Mac
- Aéroport
- Concert - Action - Jeunesse
- Auberge de l'Amitié
- Centre populaire
- Habitations de Lasalle (CRC)
- Club de curling
- Programme Média-Pair
- Grands Frères – Grandes Sœurs
- Havre du Lac
- Scouts
- Scouts régionaux

LA MRC DU DOMAINE-DU-ROY

La MRC du Domaine-du-Roy est formée de neuf (9) municipalités. L'organisation du territoire s'articule autour de deux villes : Roberval et Saint-Félicien. Ces deux villes ont sensiblement le même nombre d'habitants, un peu plus de 11 000. Quant aux autres municipalités, leur population varie entre 560 et 2 700 personnes.

L'ENCADREMENT LÉGISLATIF

La loi adoptée en juin dernier, la « *Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives* » (L.Q., 2000, chapitre 27) s'inscrit dans un esprit d'équité fiscale, afin de fournir aux citoyens des services à un coût moindre ou de meilleurs services à un coût égal.

C'est pourquoi l'article 12 de cette loi imposait aux municipalités régionales de comté l'obligation suivante :

« 12. Au plus tard le 30 septembre 2000, toute municipalité régionale de comté doit transmettre au ministre des Affaires municipales et de la Métropole une liste des équipements, infrastructures, services et activités qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° ils sont situés, fournis et exercés le 1^{er} septembre 2000 sur son territoire;**
- 2° ils ont, à son avis, un caractère supralocal au sens de la section IV.1 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., chapitre C-35) édictée par l'article 8;**
- 3° ils doivent faire l'objet d'une mise en commun à l'échelle de son territoire.**

La municipalité régionale de comté doit joindre à cette liste un document proposant des règles relatives à la gestion des équipements, infrastructures, services ou activités mentionnés dans la liste, au financement des dépenses qui leur sont liées ou au partage des revenus qu'ils produisent.

Le ministre peut, à la demande d'une municipalité régionale de comté, lui accorder un délai additionnel. »

Et le dernier alinéa de l'article 12 se lit comme suit :

« S'il n'a pas reçu dans le délai prescrit la liste accompagnée du document prévu au deuxième alinéa, le ministre peut demander à la Commission municipale du Québec de faire une telle liste. Dans un tel cas, les articles 24.7 à 24.16 de la Loi sur la Commission municipale (L.R.Q., c. C-35) édictés par l'article 8, s'appliquent comme si cette liste était une étude faite en vertu de l'article 24.6 de cette loi. »

De plus, suite à l'adoption du projet de loi 150 au mois de décembre 2000, a été ajouté, après l'article 12, l'article suivant :

« 12.1 Toute municipalité régionale de comté dont le conseil a adopté à l'unanimité des voix exprimées la liste et le document prévus à l'article 12 et qui les a transmis avant le 20 décembre 2000 peut, à l'égard de l'un ou l'autre des éléments qu'elle a légalement inscrits à la liste, établir l'une ou l'autre des règles qu'elle a légalement proposées dans le document.

La règle ainsi établie prime toute autre qui lui est antérieure et qui porte sur le même objet.

Pour l'application du cinquième alinéa de l'article 24.11 de la *Loi sur la Commission municipale* (L.R.Q., chapitre C-35) ou du deuxième alinéa de l'article 24.13 de cette loi, toute disposition établissant la règle dans la résolution de la municipalité régionale de comté est réputée être une stipulation en ce sens dans une entente. »

Les municipalités de la MRC du Domaine-du-Roy ont adopté, le 11 octobre 2000, une résolution portant le numéro 2000-324, en vertu de laquelle elles ont identifié les éléments ayant un caractère supralocal et déterminé leurs modalités de gestion et de financement. Dans un premier volet, cette résolution identifie l'Aéroport de Roberval comme étant au sens de la *Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives*, un équipement à caractère supralocal à l'échelle

du territoire. Dans un deuxième volet, la MRC reconnaît le réseautage des produits touristiques; le Zoo de Saint-Félicien, le Village historique de Val-Jalbert, la Traversée internationale du Lac Saint-Jean, l'Ermitage Saint-Antoine de Lac-Bouchette, la Véloroute des bleuets, l'Exposition régionale agricole et commerciale de Saint-Félicien et une pléiade d'activités festives et d'équipements complémentaires qui structurent une offre touristique estivale et hivernale.

Cette résolution a été adoptée à la majorité des voix.

La Ville de Roberval a exprimé son désaccord sur la confection de cette liste et a demandé à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole l'intervention de la Commission en vertu de l'article 24.6 qui se lit comme suit :

« 24.6 Le ministre peut, si demande lui en est faite par une municipalité locale à qui appartient un équipement qu'elle estime avoir un caractère supralocal, demander à la Commission de faire une étude visant à déterminer, notamment, le caractère local ou supralocal de cet équipement.

Une municipalité locale peut faire la demande au ministre lorsqu'un tel équipement appartient à un de ses mandataires.

S'il estime que l'intervention de la Commission peut s'avérer utile pour régler un différend portant sur le caractère local ou supralocal d'un équipement, sur la gestion d'un équipement supralocal, sur le financement des dépenses liées à celui-ci ou sur le partage des revenus qu'il produit, le ministre peut, de son propre chef, demander à la Commission de faire l'étude prévue au premier alinéa. »

Tel que demandé par la ministre des Affaires municipales et de la Métropole et en conformité avec la loi, la Commission a procédé à l'étude de la liste des équipements à caractère supralocal soumise par la Ville de Roberval en vertu des nouveaux articles 24.5 et suivants de la *Loi sur la Commission municipale du Québec*. L'analyse des demandes faites par la Ville de Roberval s'effectue selon les critères et conditions mentionnées à l'article 24.5, lequel définit un équipement à caractère supralocal.

« 24.5 Pour l'application de la présente section, a un caractère supralocal tout équipement qui appartient à une municipalité locale ou à un mandataire de celle-ci, qui bénéficie aux citoyens et aux contribuables de plus d'une municipalité locale à l'égard duquel il peut être approprié :

1^{er} soit qu'un organisme municipal autre que son propriétaire le gère;

2^e soit que plusieurs municipalités locales financent les dépenses qui y sont liées;

3^e soit que plusieurs municipalités locales se partagent les revenus qu'il produit. »

Les paramètres mentionnés ci-dessus sont interprétés par la Commission en prenant en considération l'intention du législateur, soit la recherche de l'équité fiscale au niveau régional. La Commission exécute son mandat avec des objectifs de partage et de collaboration entre les municipalités.

LE CHEMINEMENT

La Commission a fait publier dans « L'Étoile du Lac de Roberval », le 4 mars 2001, un avis public pour informer les citoyens de la MRC du Domaine-du-Roy qu'ils pouvaient déposer des mémoires à la Commission municipale afin d'exprimer leur opinion sur les demandes de reconnaissance d'équipements à caractère supralocal de la Ville de Roberval. Cet avis de 30 jours a aussi été envoyé à chacune des municipalités de la MRC aux fins d'affichage. La fin du délai pour transmettre des opinions à la Commission municipale du Québec se terminait le 3 avril 2001.

La Commission a procédé à une séance d'information, le 7 mars 2001, à la salle du conseil de la Ville de Roberval, où étaient conviés le maire et le directeur général ou le secrétaire-trésorier de chacune des municipalités de la MRC. Toutes les municipalités de la MRC du Domaine-du-Roy étaient représentées lors de cette réunion; le préfet et maire de la Municipalité de Saint-Prime, monsieur Bernard Généreux, était aussi présent.

La Ville de Saint-Félicien a adressé à la Commission municipale du Québec, le 26 mars 2001, ses commentaires, suite à la publication de l'avis public. Elle questionne le caractère supralocal de certains équipements retenus par la Ville de Roberval, soit :

- Cadets de l'air
- Complexe sportif (cité étudiante) et écoles
- Centre sportif Benoît-Levesque
- Théâtre Mic Mac
- Aéroport
- Scouts

La Ville de Saint-Félicien précise que l'ensemble de ces équipements et organismes ont leur pendant exact sur le territoire de Saint-Félicien.

Le 27 mars 2001, la Ville de Roberval adresse à Madame la Ministre la résolution numéro 2001-157 amendant la résolution numéro 2000-515, afin de soustraire à la liste initiale les équipements, infrastructures, services et activités suivants :

- Association santé mentale;
- Concert-Action-Jeunesse;
- Auberge de l'Amitié;
- Centre populaire;
- Habitation de Lasalle (CRC);
- Club de curling;
- Programme Média-Pair;
- Havre du lac;
- Scouts régionaux.

Une copie conforme de cette résolution a été transmise à la Commission municipale du Québec.

Le 3 avril 2001, la Municipalité de Saint-Prime réagit à l'avis public publié dans l'hebdo « L'Étoile du Lac de Roberval » dans son édition du 4 mars 2001. Dans sa résolution numéro 2001-113, le conseil de Saint-Prime exprime son désaccord envers la détermination d'un partage des coûts par la Commission municipale du Québec advenant que cette dernière retienne que certains équipements de la Ville de Roberval aient un caractère supralocal. Dans cette même résolution, le conseil de Saint-Prime manifeste son intérêt à s'entendre à l'amiable sur un partage des coûts pour certains équipements de loisir.

Le 18 juin 2001, le conseil de la Ville de Roberval amende sa résolution initiale. Par sa résolution numéro 2001-315, elle soustrait les items suivants :

- Les Cadets de l'air;
- Le Complexe sportif (cité étudiante) et écoles;
- Le Théâtre Mic Mac;
- Les Grands Frères, Grandes Sœurs;
- Les Scouts;
- L'Aéroport de Roberval

À toute fin pratique, les amendements apportés par la Ville de Roberval réduisent la demande initiale à un seul équipement : le « Centre sportif Benoît-Levesque ».

Le 9 juillet 2001, la Municipalité de Lac-Bouchette, dans une résolution portant le numéro 01-151, indique clairement que les frais d'utilisation des services des loisirs doivent être absorbés par les utilisateurs.

Le 3 août 2001, la Municipalité de Saint-François-de-Sales adopte la résolution numéro 2001-114, signifiant à la Ville de Roberval qu'elle n'est pas d'accord avec sa proposition de facturer les municipalités en fonction des contribuables qui utilisent les équipements de loisir de la Ville de Roberval, puisque ceux-ci déboursent déjà un certain montant pour utiliser ces équipements, en plus d'y laisser des retombées importantes.

Le 15 octobre 2001, le conseil de la Ville de Roberval adopte une résolution portant le numéro 2001-481, sous la dénomination « DEMANDE D'ÉTUDE À LA MINISTRE DES AFFAIRES MUNICIPALES DU QUÉBEC – ÉQUIPEMENTS SUPRALOCAUX – AMENDEMENT À LA RÉOLUTION 2000-515 »

Cette résolution amende à nouveau la résolution 2000-515, afin de soustraire de la liste transmise à la CMQ, « Le Centre sportif Benoît-Levesque ». De plus, la même résolution demande à la ministre des Affaires municipales de considérer que la Ville de Roberval ne demande aucune reconnaissance à caractère supralocal d'équipements, infrastructures, services ou activités (ÉISA).

Le 17 octobre 2001, le greffier de la Ville de Roberval s'adresse à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole, lui demandant de retirer le mandat de la Commission municipale du Québec, puisqu'aucun équipement ne fait dorénavant objet de litige. La Commission municipale a reçu à ses bureaux de Québec, le 22 octobre 2001, une copie conforme de cette lettre.

Ce sont les commentaires reçus par la Commission municipale du Québec. Aucun citoyen ni aucun organisme du milieu n'a fait parvenir de commentaires sur les demandes de la Ville de Roberval.

ANALYSE DE LA COMMISSION

Par sa résolution numéro 2000-515, adoptée le 12 octobre 2000, la Ville de Roberval demande à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole de mandater la Commission municipale du Québec de procéder à l'étude visant à déterminer le caractère supralocal de dix-sept (17) infrastructures, équipements, services ou activités.

Après avoir reçu ce mandat de la ministre, la Commission a procédé à une première vérification de la liste déposée. À cette fin, la Commission municipale du Québec a retenu les définitions et interprétations suivantes relativement aux articles de loi applicables, ainsi qu'aux divers critères et conditions devant s'appliquer.

La propriété :

Sur la notion de propriété ou d'appartenance d'un équipement, d'une infrastructure, d'un service et d'une activité, la loi précise que, pour avoir un caractère supralocal, un équipement ou une infrastructure doit appartenir à une municipalité locale ou à un mandataire de celle-ci. De même, afin d'être reconnu, un service doit être fourni ou une activité exercée par une municipalité locale ou par un mandataire de celle-ci.

Toutefois, si un tel service est fourni ou si une telle activité est exercée relativement à un événement, celui-ci peut être organisé par un tiers, ce qui implique qu'il n'est pas nécessaire que cet événement soit organisé par une municipalité locale ou un mandataire de celle-ci.

Ainsi donc, une subvention discrétionnaire offerte pour la tenue d'un événement par une municipalité locale à un tiers n'agissant pas à titre de mandataire de celle-ci n'entre pas dans les critères de la loi. Par contre, un service directement fourni ou une activité exercée par une municipalité locale à l'occasion de la tenue d'un tel événement, pourrait être reconnu si ce dernier revêt un caractère supralocal.

La notion de mandataire :

Le mandataire d'une municipalité est celui qui est chargé par celle-ci d'agir en son nom et de défendre ses intérêts; il exerce les responsabilités que la municipalité lui confie et il engage cette dernière. Le mandataire est soumis au contrôle de la municipalité et il doit lui rendre compte; ce contrôle peut s'exercer par la nomination d'administrateurs ou le contrôle du budget.

Voici, par ailleurs, comment un organisme mandataire est défini à l'article 604.6 de la *Loi sur les cités et villes* : « *tout organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la municipalité et tout organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil de la municipalité, dont le budget est adopté par celle-ci ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par celle-ci.* »

Le bénéfice :

La loi précise que, pour avoir un caractère supralocal, les ÉISA doivent bénéficier aux citoyens et contribuables de plus d'une municipalité locale. Le choix du mot bénéfice, qui signifie avantage, bienfait tiré de quelque chose, indique la volonté du législateur de cibler les ÉISA dont la présence constitue un avantage, non seulement pour les contribuables des municipalités concernées, mais aussi pour leurs citoyens.

Bénéficiaire d'un ÉISA, c'est donc davantage que simplement y avoir accès ou avoir la possibilité de l'utiliser.

Un organisme municipal :

Les notions de « mandataire de la municipalité » et d' « organisme municipal » sont assez semblables. On peut considérer comme organisme municipal tout organisme qui répond à au moins un des critères suivants :

- un organisme que la loi déclare mandataire ou agent de la municipalité (ex. : un OMH);
- un organisme dont le conseil est composé majoritairement de membres du conseil d'une municipalité ou encore de membres provenant de plusieurs conseils municipaux (ex. : une régie intermunicipale);
- un organisme dont le budget est adopté par une municipalité ou plusieurs municipalités ou dont le financement est assuré pour plus de la moitié par les apports municipaux.

Un service ou une activité :

Pour considérer un service ou une activité à caractère supralocal, la Commission estime que sa prestation doit être assurée par une municipalité locale ou par son mandataire, c'est-à-dire que ce doit être l'un d'eux qui l'offre, le rend ou l'organise avec ses propres ressources.

Toutefois, comme le précise l'article 24.16 de la *Loi sur la Commission municipale*, ce service peut aussi être offert ou cette activité exercée relativement à un événement, même si ce dernier est organisé par un tiers. C'est le cas lorsqu'une municipalité offre des services spéciaux de sécurité ou d'entretien à l'occasion d'un événement à caractère régional, tel un festival organisé par une corporation indépendante.

En examinant la liste déposée, la Commission constate que quinze (15) équipements, infrastructures, services ou activités ne satisfont pas aux critères de l'article 24.5 de la *Loi sur la Commission municipale* qui se lit comme suit :

« 24.5. Pour l'application de la présente section, a un caractère supralocal tout équipement qui appartient à une municipalité locale ou à un mandataire de celle-ci, qui bénéficie aux citoyens et aux contribuables de plus d'une municipalité locale et à l'égard duquel il peut être approprié :

- 1° soit qu'un organisme municipal autre que son propriétaire le gère;**
- 2° soit que plusieurs municipalités locales financent les dépenses qui y sont liées;**
- 3° soit que plusieurs municipalités locales se partagent les revenus qu'il produit. »**

En effet, le Complexe sportif (cité étudiante) et écoles ne respectent pas la première condition de l'article 24.5, soit celle d'appartenir à la municipalité ou à un mandataire. Dans ce cas, la Commission scolaire est propriétaire de l'équipement. Cette dernière et la Ville de Roberval ont convenu d'une entente d'échange de services.

Quant aux Cadets de l'air, aux groupes de Scouts locaux ou régionaux, aux organismes communautaires Grands Frères, Grandes Sœurs, le Théâtre Mic Mac, les corporations qui gèrent ces organismes ne sont pas des mandataires de la municipalité. La Ville les supporte en leur offrant des locaux gratuitement.

La municipalité verse des subventions à divers organismes; l'Association de la santé mentale, le Transport adapté, le Concert-Action-Jeunesse. Le versement d'une subvention à un organisme par la municipalité ne rencontre pas les conditions de la loi.

Les organismes Programme Média-Pair, le Club de curling, les Habitations de La-salle (CRC), le Centre populaire, L'Auberge de l'Amitié bénéficient d'une reconnaissance d'exemption de taxes foncières en vertu du paragraphe 10° de l'article 204 de la *Loi sur la fiscalité municipale* (L.F.M.). Ce n'est pas parce que ces organismes sont exemptés de taxes foncières qu'ils rencontrent les conditions de la loi aux fins d'être reconnus à caractère supralocal. Même si ces organismes déploient leurs services à l'échelle de la MRC, ces organismes ne rencontrent pas la première condition puisqu'ils n'appartiennent pas à une municipalité et ne sont pas non plus un mandataire de celle-ci.

Devant ces différents constats, la Commission peut procéder à l'étude visant à déterminer le caractère supralocal de deux équipements; l'Aéroport et le Centre sportif Benoît-Levesque.

Au départ, la Commission tient à préciser que l'on retrouve sur le territoire de la MRC du Domaine-du-Roy, le pendant exact du Centre sportif Benoît-Levesque sur le territoire de la Ville de Saint-Félicien. De plus, la Commission note que la Ville de Saint-Félicien participe à la Régie intermunicipale de l'Aéroport Dolbeau/Saint-Méthode, malgré le fait que cet aéroport est situé sur le territoire de la MRC Maria-Chapdelaine. La Ville de Saint-Félicien participe à la gestion de cet aéroport et s'est engagée à verser à la Régie une contribution totale de 100 000 \$, à raison de 20 000 \$ par année pendant cinq ans (1998 à 2002).

Notons également que la MRC a identifié l'Aéroport de Roberval comme étant au sens de la *Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives*, un équipement à caractère supralocal.

Quant à l'aéroport localisé à Saint-Félicien, la MRC du Domaine-du-Roy signale avec justesse, qu'il est géré par une régie intermunicipale, dont font partie la Ville de Saint-Félicien et les municipalités de Normandin et Dolbeau-Mistassini. Ces deux municipalités font partie du territoire de la MRC Maria-Chapdelaine et cette dernière a reconnu le caractère supralocal de cet équipement.

Sa gestion est confiée à une régie intermunicipale et le financement est assuré par les municipalités nommées ci-haut.

AÉROPORT DE ROBERVAL

Sur le territoire de la MRC du Domaine-du-Roy, on retrouve deux aéroports : l'Aéroport Dolbeau/Saint-Félicien et l'Aéroport de Roberval.

L'Aéroport de Dolbeau/Saint-Félicien a été identifié comme infrastructure à caractère supralocal par la MRC Maria-Chapdelaine, puisque physiquement il est situé sur son territoire.

Par ailleurs, le deuxième aéroport, celui de Roberval, dessert non seulement la population de l'agglomération urbaine de Roberval, mais également le territoire de la MRC du Domaine-du-Roy, ainsi qu'une clientèle provenant de l'extérieur de la région. Il constitue un apport pour certaines activités économiques et touristiques.

Cet aéroport est susceptible de contribuer au développement de la grande industrie, des P.M.E., des institutions publiques, telles que le Centre hospitalier et le Cégep, des infrastructures structurantes pour l'industrie touristique comme La Traversée internationale du Lac-Saint-Jean, le Jardin zoologique, le Site historique de Val-Jalbert, les Grands Jardins.

On peut dire que l'aéroport bénéficie aux citoyens de toutes les municipalités et, dans une moindre mesure, aux personnes en tant que contribuables ou payeurs de taxes municipales. Ainsi, durant la saison estivale, il y a 8 à 10 mouvements dans les deux sens qui sont effectués, alors qu'en saison hivernale, un ou deux mouvements seulement ont lieu. De ces mouvements, 75 % représentent des vols nolisés pour le transport de personnes et de marchandises. Des vols cédulés par des compagnies de transport Air-Québec assurant une liaison Roberval-Québec comptent pour 15 % des mouvements. Le reste, soit 10 % des mouvements, provient de propriétaires privés, des aéronefs du gouvernement et d'une clientèle de passage pour faire le plein de carburant.

La Ville de Roberval est liée par un protocole d'entente jusqu'en 2007 avec l'entreprise privée pour la gestion de l'aéroport et la vente de carburant. Il est d'une volonté municipale de ne pas renouveler cette entente. La Ville tient à reprendre le contrôle de l'équipement et à pourvoir à son développement.

Un montant de 70 000 \$ par année est nécessaire pour la gestion de l'aéroport. Sur ce montant, la Ville de Roberval verse une subvention de 10 000 \$ par année. Les subventions gouvernementales et la tarification aux usagers comblent la différence.

Le mouvement des vols et le budget sont les seuls éléments que possède la Commission pour lui permettre d'identifier en quoi l'Aéroport de Roberval peut être reconnu à titre d'équipement à caractère supralocal. En effet, aucune donnée statistique, aucune mesure ni comptage des usagers, ni indicateurs n'ont été soumis par la municipalité demanderesse. Toutefois, l'absence de ces données ne doit pas limiter la Commission dans son étude de reconnaissance de l'Aéroport de Roberval comme étant un équipement à caractère supralocal.

On ne peut nier la capacité de cet équipement à attirer des clientèles de l'extérieur de la municipalité propriétaire si minimes soient-elles. L'aéroport a un effet structurant sur l'ensemble du territoire de la MRC du Domaine-du-Roy. Bien que les retombées économiques sont difficilement quantifiables sur l'ensemble du territoire de la MRC du Domaine-du-Roy, la municipalité propriétaire et les municipalités environnantes retirent, par le biais de leurs commerces, des avantages pécuniaires.

Devant un équipement aussi spécialisé, la Commission ne peut nier le caractère supralocal de l'aéroport. Cependant, le peu de fréquentation, l'étroitesse du marché et le manque d'information sur certaines données statistiques empêchent la Commission de pouvoir identifier une formule de partage des coûts.

De plus, la Ville de Saint-Félicien située, elle aussi, sur le territoire de la MRC du Domaine-du-Roy est déjà très impliquée dans l'administration et la gestion de l'Aéroport de Dolbeau/Saint-Félicien situé dans la MRC voisine. Il serait important de vérifier

l'apport de cette municipalité dans l'Aéroport Dolbeau/Saint-Félicien avant de lui demander de partager les coûts de l'Aéroport de Roberval.

La Commission considère qu'il est approprié de reconnaître l'Aéroport de Roberval comme équipement supralocal, compte tenu de sa notoriété et de son rayonnement. La Commission ne peut toutefois continuer son travail afin de déterminer le mode de gestion et les règles de partage des coûts, compte tenu que la ville demanderesse ne lui a pas fourni tous les renseignements nécessaires et essentiels à une recommandation complète. De plus, la Commission prend acte d'une demande faite à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole par la Ville de Roberval lui demandant de retirer le mandat à la Commission municipale, puisque la ville demanderesse soutient maintenant qu'aucun de ses équipements ne fait l'objet d'un litige avec les autres municipalités de la MRC et qu'elle ne demande plus aucune reconnaissance d'un équipement à caractère supralocal.

LE CENTRE SPORTIF BENOÎT-LEVESQUE (ARÉNA)

La Ville de Roberval est propriétaire d'un aréna utilisé par sa population à 90 % et 10 % par les municipalités environnantes : Chambord, Saint-Hedwidge, Saint-François-de-Sales, Saint-André, Lac Bouchette, Saint-Prime et Saint-Félicien, la Réserve Mashteuiatsh (Pointe-Bleue - municipalité ne faisant pas partie de la MRC du Domaine-du-Roy, mais située sur son territoire) et la Municipalité de Métabetchouan-Lac-à-la-Croix.

La Ville mentionne que toutes les activités qui desservent la clientèle adulte s'autofinancent. Le déficit d'opération provient exclusivement des activités offertes aux organismes sportifs pour les moins de 18 ans : le patinage de vitesse, le patinage artistique, le hockey mineur.

Le déficit total pour cet équipement est de 204 101 \$. La répartition de ce déficit est détaillé ci-dessous en fonction de l'utilisation de chaque organisme :

- hockey mineur : 113 072 00 \$
- patinage de vitesse : 26 125 00 \$
- patinage artistique : 35 718 00 \$
- ligues adultes : (autofinancement).

Les inscriptions pour chacune des disciplines révèlent qu'au hockey mineur, sur un total de 233 inscriptions, 177 sont de Roberval. 27 jeunes proviennent des municipalités suivantes : Lac-Bouchette (9), Saint-François-de-Sales (9), Chambord (7), Saint-Prime (2), tandis que les 29 autres inscriptions sont issues de la Municipalité de Saint-Félicien (15) et de la Réserve de Mashteuiatsh (14). Il existe un protocole d'entente entre ses deux entités et la Ville de Roberval, par l'entremise des associations locales du hockey mineur et de la Fédération du hockey mineur.

À cet effet, la Commission constate que, selon les termes de ces ententes, la Ville de Saint-Félicien doit accueillir à son centre sportif des jeunes provenant de Roberval. Soulignons que les Centres sportifs de Saint-Félicien et de Roberval sont les seuls arénas avec glace artificielle de la MRC du Domaine-du-Roy.

Le même phénomène se présente, en regard du patinage de vitesse. Sur 58 inscriptions, 52 sont des résidents de Roberval et 6 des villes environnantes. Toutes les inscriptions du patinage artistique proviennent de Roberval (86) et de la Réserve de Mashteuiatsh. Un protocole d'entente existe entre les deux.

La Commission considère qu'il est approprié de reconnaître le Centre sportif Benoît-Levesque comme équipement à caractère supralocal, compte tenu de son rayonnement et des ententes existantes entre la ville demanderesse et certaines municipalités clientes, via leurs associations de hockey mineur et la Fédération de hockey mineur.

La Commission ne peut toutefois pas déterminer le mode de gestion et les règles de partage des coûts, compte tenu que la ville demanderesse ne lui a pas fourni les renseignements nécessaires et essentiels à une recommandation complète, notamment, l'entente entre la Ville de Roberval et de la Réserve de Mashteuiatsh et les règles de délimitation du territoire par la Fédération du hockey mineur sur le territoire de la Ville de Roberval. De plus, la Commission considère que la situation du Centre sportif de Saint-Félicien aurait dû lui être soumise pour lui permettre de faire une recommandation équitable.

Enfin, la Commission prend acte d'une demande faite à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole par la Ville de Roberval lui demandant de retirer le mandat confié à la Commission municipale, puisque la ville demanderesse soutient maintenant qu'elle ne demande plus la reconnaissance de cet équipement.

CONCLUSION

La Commission reconnaît que l'Aéroport de Roberval et le Centre sportif Benoît-Levesque sont des équipements à caractère supralocal en vertu de la *Loi sur la Commission municipale*.

Cependant, la Commission ne peut faire de recommandations sur les modes de gestion de ces deux équipements. Toutefois, la Ville de Roberval en demeurant propriétaire des deux équipements doit continuer d'en assumer leur gestion.

Pour assurer un suivi de la gestion de ces deux équipements, une compilation de toutes les données s'avère nécessaire :

- prévisions budgétaires annuelles de fonctionnements;
- programme triennal de dépenses d'investissement;
- des états financiers annuels distincts et vérifiés par une firme comptable;
- compilation des statistiques des différents usagers : hockey mineur, patinage artistique, patinage de vitesse, plages consacrées aux adultes, échanges de services avec les commissions scolaires.

RECOMMANDATION

Compte tenu de ce qui est ci-dessus mentionné et de la volonté exprimée par le conseil municipal de la Ville de Roberval dans sa lettre du 17 octobre 2001 (Annexe 1) et sa résolution numéro 2001-481 (Annexe 2), la Commission recommande à la ministre d'État aux Affaires municipales et à la Métropole de prendre acte de la lettre et de la résolution reproduites aux annexes 1 et 2.

La Ville s'engage alors d'utiliser le principe d'utilisateurs-payeurs et d'adopter, d'ici le 1^{er} janvier 2002, un règlement de tarification visant tous les utilisateurs d'équipements ou d'activités y incluant le Centre sportif Benoît-Levesque et l'Aéroport de Roberval. Ce règlement devra reconnaître le caractère supralocal du Centre Benoît-Levesque et de l'Aéroport de Roberval. La date du 1^{er} janvier 2002 semble irréaliste aux yeux de la Commission. Le 1^{er} avril 2002 serait plus raisonnable dans les circonstances. Lorsqu'adopté par le conseil municipal, ce règlement sera déposé au ministère des Affaires municipales et de la Métropole.

REMERCIEMENTS

La Commission municipale tient à faire part à la ministre des Affaires municipales et de la Métropole de la collaboration des maires et de la MRC du Domaine-du-Roy et de leurs collaborateurs.

Le sérieux et la compétence démontrés lors de rencontres avec les élus ou avec les directeurs généraux et secrétaires-trésoriers ont facilité la Commission municipale dans la poursuite de son mandat.

GILBERT FILLION
Membre

Québec, ce 13 décembre 2001